

I. La question écologique

On nous le dit, on nous le répète, pour bien vivre il faut être écolo, bio, développement durable, HQE, anti-OGM et tout un tas de choses qui bien qu'imprécises, tournent autour d'une prise de conscience récente : les sociétés humaines sont arrivées à un niveau où leur impact peut profondément modifier l'état naturel des choses.



Mais quelle place doit occuper l'écologie dans le débat politique ? Est-ce juste un choix de vie, un néoromantisme, un énième retour aux sources et à l'utopie d'une harmonie naturelle bienveillante ou trouve-t-on dans cette question écologique matière à une analyse politique ? Y-a-t-il derrière un choix de société, un impact sur notre idéologie qui doit être traduit en propositions politiques cohérentes ?

Cette contribution a pour objet d'essayer d'éclaircir notre approche de l'écologie en tant qu'élément politique.

A. Quelques constats

- La question écologique a pris une place importante et nouvelle dans nos préoccupations quotidiennes.
- Elle pose des problèmes de biodiversité, de réchauffement planétaire, de catastrophes climatiques, de risques épidémiologiques, d'infertilité, de raréfaction d'éléments vitaux (eau, terres cultivables, forêts, ressources halieutiques,), de migration en masse de populations habitant en zones potentiellement inondables (dans un futur assez proche pour certaines), de gestion des déchets, de pénurie de certaines matières premières, ...
- La question occupe une place importante et nouvelle dans la réflexion économique (chiffrage du coût du changement climatique, prise en compte ou pas des objectifs de Kyoto, programme européen Reach d'évaluation des substances chimiques, investissement ou pas dans des technologies non polluantes, ...)
- Elle s'est invitée dans les débats des dernières élections présidentielles par la charte écologique de N. Hulot, cette initiative ayant été favorablement accueillie par l'opinion.
- Et pourtant, la dernière élection a vu quasiment disparaître la seule force écologique politique représentative et n'a pas induit de réorientation majeure du discours politique (on y a parlé chômage, sécurité, identité bien avant de parler écologie reçue comme une fausse évidence consensuelle)

En substance, la question écologique est paradoxale : elle donne l'impression d'être une question importante sinon fondamentale, alors que le discours politique oscille entre un catalogue pour le rayon bricolage (récupérons l'eau, changeons les ampoules, compostons nos déchets, ...) et les bonnes intentions (il faut moins polluer, il faut se déplacer à vélo, il faut construire HQE, ...), sans réel relais programmatique vu comme sérieux et réaliste.

Enfin, deux expériences tirées de l'histoire de notre planète sont à méditer : un changement climatique planétaire a entraîné la grande extinction des espèces du permien (entre autre due à un dégazage massif qui modifia la composition chimique de l'atmosphère), et la modification volontaire de l'écosystème de l'île de Pâques (déforestation) a provoqué la disparition de la société Rapa Nui au XVII^{ème} siècle. La modification de la chimie de l'atmosphère terrestre celle de notre écosystème peut avoir des effets potentiellement cataclysmiques sur nos sociétés.

B. Les idées fausses

L'écologie véhicule son lot de peurs, de fantasmes, d'emphase ou d'aveuglement.

- L'écologie, c'est sauver la planète. Non, la planète survivra très bien à nos erreurs, mais si nous changeons trop la chimie de notre atmosphère, si nous réduisons trop fortement la biodiversité, si nous ne trouvons pas un équilibre entre nos besoins et ce que peut offrir la planète, nos sociétés sont sûres de disparaître, et potentiellement l'espèce humaine aussi.
- L'écologie est une affaire d'individu. Non, c'est une affaire de société. Un individu a un impact faible, en bien ou en mal, sur son écosystème. Seule la somme concertée des actions individuelles peut changer cet impact collectif. Dans ce sens, la politique est un élément indispensable à la prise en charge du problème.
- Il suffit de taxer les pollueurs pour diminuer le problème. Sommes-nous sûr déjà de tous les connaître ? La taxe est une approche bureaucratique simple, qui a des chances de fonctionner à court terme. A long terme, il est probable qu'un impôt comme la taxe carbone créera une économie de la pollution (on trouvera un équilibre entre le pollueur, le consommateur et le dépollueur, et le progrès s'arrêtera). La bourse du carbone est aussi un moyen de coercition à condition de diminuer régulièrement les quotas et de vérifier que des biais polluants ne se créent pas.
- L'écologie est une histoire de catalogue de bonnes pratiques individuelles. Non, c'est insuffisant et par ailleurs les bonnes pratiques d'un individu peuvent se révéler collectivement néfaste (par exemple, rouler au carburant bio est très bien, sauf si cela induit une non-maîtrise des rejets et de la consommation d'eau et d'énergétique pour le produire : ce doit être une opération maîtrisée et optimisée collectivement).
- L'homme n'a pas de réels impacts forts et durables sur la planète. Cette position en forme de déni irresponsable est une position souvent prise par des personnes qui défendent l'individualisme à tout pris, qui ont du mal à lier leur destinée à un tout à destiné solidaire. Ils considèrent que l'individu a une liberté totale et qu'il évolue dans un espace infini aux ressources inépuisables.
- « Le pire est certain » vs « il ne se passera rien ». Deux fois non : il se produit une modification planétaire dont nous sommes une cause mesurable, mais nous avons une latitude d'action et le pire n'est pas sûr.



C. Les obstacles à une vraie politique écologique

L'écologie en tant que réflexion politique souffre d'un certain nombre de handicaps.

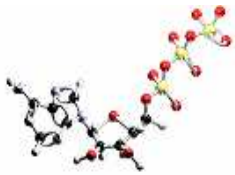
- L'écologie a longtemps eu une image de « gens pas sérieux », ou s'est identifiée à une utopie de retour à la nature mère nourricière et bienveillante en opposition au progrès scientifique et technique.

-
- L'écologie implique une vision cohérente à long terme alors que la mode est au surf, à l'immédiat, à l'apparence.
 - L'impact écologique planétaire est un fait nouveau et peu perceptible (avant, nous vivions dans un monde « infini » qui absorbait tout ce que nous rejetions, notre impact ne posait pas vraiment problème à nos yeux) ; l'existence du problème n'est donc pas encore un fait acquis.
 - A première vue, l'écologie s'oppose à la croissance économique et l'on privilégie invariablement la croissance dans l'offre politique : c'est vrai dans le modèle actuel qui est basé sur des énergies polluantes et qui est expansionniste en terme de territoire, mais ce n'est absolument pas une fatalité. Déjà certains modèles comptables intègrent le surcoût de la pollution.
 - L'écologie s'oppose à des choix de société assez récents : c'est vrai en matière d'urbanisme, de transport, de développements énergivores, ... mais là aussi, ce n'est pas une fatalité : de nouvelles solutions écologiques peuvent apporter un progrès social (désenclaver un territoire par le développement de transports en communs ou la production d'énergie renouvelable par exemple).
 - Dans l'esprit des gens, l'écologie est un problème finalement mal défini, qui inclut informellement le changement climatique (voire la rupture climatique), la pression de nos sociétés sur les écosystèmes qui induit une diminution de la biodiversité, des changements des équilibres chimiques de l'air, de l'eau et du sol. Mais elle inclut tout aussi bien la protection des espaces et des paysages naturels ou cultivés, ou la remise en cause de pratiques socioculturelles comme la chasse. Cela tient plus de l'inventaire à la Prévert que d'une définition rigoureuse d'un problème.

D. La gauche et l'écologie aujourd'hui

Comparativement, les mouvements altermondialistes sont plus en pointe sur la question mais ils apparaissent sur la question écologique plutôt comme des mouvements conservateurs voire réactionnaires en quête d'une sorte de replis sur un monde « idéal » s'appuyant sur une « harmonie agricole » (le bon sauvage est devenu l'agriculteur récoltant respectueusement les fruits de la terre nourricière et commerçant dans un monde policé). Nous nous ancrions dans un monde qui se développe, qui progresse, pas un monde qui se replie sur lui-même, voire récessionniste pour certains points de vue extrémistes (sans doute les héritiers contemporains de Malthus). Le développement durable est tout à fait compatible avec une économie florissante qui se projette à long terme.

Plus près de nous, les verts ont probablement eu le tort de défendre l'écologie sans développer un modèle de société acceptable par la majorité, sans aborder la question économique de façon réaliste, sans traiter l'antagonisme qu'il y a entre sortir de la pauvreté et générer moins de richesses pour mieux maîtriser l'impact écologique. Enfin, ils se sont perdus dans des contradictions comme le souhait de faire disparaître le nucléaire et d'émettre moins de gaz à effet de serre (après avoir été incohérents 30 ans plus tôt avec la promotion du charbon contre le nucléaire) et ont voulu mélanger des problèmes culturels comme la chasse avec la question écologique, ce qui est totalement contre-productif.



Les altermondialistes et les verts sont également en pointe sur des questions comme les OGM. Leur position apparaît cependant comme extrémiste, voire « fondamentaliste ». La questions des OGM recoupe deux problèmes.

- 1) Un problème éthique : jusqu'où avons-nous le droit de modifier le programme de la vie (l'ADN) et quelle doit être la limite de la brevetabilité ?
- 2) Un problème d'impact écologique : quelles seraient les conséquences sur l'écosystème de la dispersion de gènes modifiés ? Leur position est conflictuelle et au final, n'atteint pas ses objectifs.

Enfin, les OGM représentent des espoirs thérapeutiques et des solutions potentielles aux problèmes de subsistances des populations. Ces espoirs ne peuvent être balayés par principe mais nous sommes ici dans un cas typique de conflit entre les besoins d'une société et son écosystème.

Une approche rationalisée d'expérimentation débarrassée d'enjeux commerciaux serait plus saine ; pour cela, il faut que l'état s'implique totalement sur le sujet et ne laisse pas le champ libre au seul marché et combatte fermement le dépôt de brevets sur le code génétique.

Et nous, où en est notre réflexion, quelle est notre offre, qu'est-ce que l'écologie dans notre corpus idéologique ? Force est de constater que nous n'en sommes qu'à une prise de conscience et que ce serait une erreur d'en rester là, voire une faute à court terme.

E. Sommes-nous « écolo-compatibles » ?

La socdem est par essence réformiste, **radicalement réformiste**. L'idée de s'adapter aux nouvelles données est naturelle. Il n'y a donc pas d'obstacle à la prise en compte de l'émergence du fait écologique (contrairement aux partis conservateurs de droite qui eux ont un vrai problème avec l'écologie, au point de nier ses changements climatiques par exemple, les mettant sur le compte d'un cycle naturel).

Nous défendons une **approche de société solidaire** (contrairement à l'individualisme ambiant et à l'approche « que tous se débrouillent seuls et que les plus forts gagnent » de la droite). **Or la lutte contre le réchauffement climatique est par essence une lutte collective** tant au niveau de la production que de la recherche de nouvelles technologies et organisations respectueuses de l'environnement.

Enfin, nous défendons **l'idée d'un état qui intervient où il le faut, quand il le faut** et ici aussi, **la seule intervention des individus ne suffira jamais à contrer la dégradation écologique**. Dans ce cadre, la socdem est incompatible avec l'idée d'un mouvement malthusien vers la récession (produisons moins, on polluera moins – ce qui n'est pas aussi simple et causal) et est incompatible avec une politique du laisser-faire. Une action réfléchie, volontaire, s'appuyant sur une utilisation raisonnée de la technologie pour corriger les dérives est par contre dans la droite ligne de la pensée social-démocrate.

Si l'on examine les réalisations social-démocrates, on peut constater qu'elles sont en phase avec les idées générales du PS (sur ce point, nous ne nous distinguons pas fortement) :

-
- incitations fiscales (au niveau régional) pour les travaux liés aux améliorations écologiques (chauffe-eau solaire, isolation des logements et des bâtiments...)
 - promotion des transports en commun
 - urbanisme visant à réduire la circulation automobile
 - ...

En première conclusion, on constate donc que notre approche générale des problèmes est tout à fait en phase avec le fait écologique, mais que nous n'en tirons pas un avantage politique parce que trop timide, insuffisamment réfléchi et clairement énoncé.

II. La question écologique au sein de l'idéologie social-démocrate

A. Progrès et écologie

Dans sa troisième tribune au nouvel observateur « La nouvelle bataille des valeurs », Dominique Strauss-Kahn aborde le problème écologique à travers la notion de progrès : *Comment achever l'esquisse d'une refondation de la gauche sans revenir sur la notion de progrès ? Cette dernière n'est plus à la mode. Le repli sur elle-même d'une société inquiète laisse douter du progrès social ; les bouleversements environnementaux font voler en éclats l'illusion de l'asservissement sans limites de la nature ; l'émergence de nouvelles interrogations morales, liées par exemple à l'utilisation des cellules souches ou des OGM, effraie autant qu'elle fascine. La défiance qu'inspire l'idée de progrès se nourrit de l'opacité qui entoure les expérimentations scientifiques comme les grands choix technologiques, notamment en matière énergétique. Aussi est-il sans doute nécessaire de placer ceux-ci sous un rigoureux contrôle démocratique. Mais refuser toute dérive scientifique ne nous dispense pas de renouer avec le règne de la raison, qui est, depuis deux siècles, la marque des progressistes. Rejeter frénétiquement l'expérimentation scientifique, s'abriter couardement derrière la recherche du « risque zéro », voilà qui pave la voie d'un retour de l'obscurantisme que la vénération de la nature tente d'habiller idéologiquement. C'est, ici encore, l'identité même de la gauche qui est en jeu. Réel et donc rationnel : tel est le socialisme que je veux aider à refonder.* »

La social-démocratie est fondamentalement attachée à la rationalité des solutions, elle est intimement liée à un optimisme quant à la capacité de trouver des solutions scientifiques et techniques aux défis qui se posent à nous, donc ici aux problèmes écologiques. Ceci ne veut cependant pas dire que l'on peut tout laisser faire aujourd'hui et que l'on croit toujours pouvoir trouver une solution demain.

Sur un problème aussi nouveau que celui de nos sociétés qui découvrent subitement les limites imposées par un écosystème aux capacités limitées, il est difficile d'avoir du recul et des certitudes : les OGM sont-ils totalement mauvais ou représentent-ils aussi un espoir ? Nos capacités de piégeage des gaz à effet de serre seront-ils suffisants pour continuer avec notre modèle énergétique actuel ou y-a-t-il urgence à en changer ?

Ces questions n'ont à ce jour pas de réponses évidentes et certaines. Cependant, nous défendons deux idées :

- 1) Le recours « au principe de précaution » est une illusion mensongère, un alibi pour justifier une démission du politique. Nous avons le devoir de défendre la solution qui semble rationnellement la meilleure

-
- 2) La morale est un juge de paix. Nos décisions doivent être en accord avec nos choix d'humanisme, de respect des libertés, de défense de l'égalité, de préservation des générations futures. Les avancées de la science et de la connaissance, allant de pair avec la démocratisation, limitent les effets éventuellement pervers de la technologie. Il nous faut simplement intégrer le fait nouveau que le problème écologique résulte d'un problème de pression de nos sociétés sur l'écosystème planétaire.

B. Une écolo-idéologie ?

Il serait prématuré de prétendre avoir une écolo-idéologie, mais on peut essayer d'en tracer les contours :

- Le **droit écologique doit être aux sociétés** ce que sont **les droits fondamentaux aux hommes et aux citoyens**.
- Nous défendons l'idée que **l'écologie est un élément de citoyenneté**, elle implique chacun d'entre nous, dans un mouvement commun, vers un but commun.
- Nous défendons l'idée **d'une société qui a compris qu'elle n'évoluait pas dans un espace infini, et ne disposait pas de ressources inépuisables**.
- Nous devons adopter, non pas une orientation scientiste sur ce problème, mais une **orientation responsable, morale et scientifiquement réfléchie**.
- Nous voulons avoir une **action collective et volontariste** de manière à **diminuer** autant que faire se peut **notre pression collective sur l'écosystème**.
- Nous devons pouvoir **évaluer l'impact sur l'environnement de chacune de nos décisions politiques**.
- Nous devons favoriser et donner un **accès égalitaire aux technologies écologiques** : c'est notre intérêt collectif.
- Nous devons **promouvoir ces idées auprès de tous les peuples** et les aider dans ce combat.

Ecologie et économie

En terme d'outils, nous voulons nous doter d'outils qui garantissent la croissance économique et qui vont dans le sens d'une diminution de notre pression écologique : nos modèles énergétiques, de transport, d'organisations industrielles, d'urbanisme et de santé sont à retravailler.

Nous défendons l'idée d'une croissance économique compatible avec les impératifs écologiques. La croissance ne s'oppose pas aux impératifs écologiques si on choisit des modes de production et de consommation adaptée. Elle sera même un outil qui renforcera ce mouvement dès que les modèles de développement durables qui incluent le coût de la trace environnementale auront été largement mis en place. Au contraire, l'écologie peut être source de croissance économique par la production de nouveaux biens (matériaux isolants, énergies propres, produits et matières recyclées).

Ecologie et énergie

Sur ce point clé, on peut partir de quelques constats :

- 1) Quel que soit le choix du futur mix énergétique, l'avenir énergétique est à l'électricité.
- 2) Notre production d'électricité ne doit pas dépendre (pour des raisons de réchauffement et d'épuisement des ressources) de sources fossiles
- 3) Aujourd'hui, nous sommes incapables d'assurer une production énergétique suffisante à partir des énergies renouvelables à court ou moyen terme. L'utilisation de centrales totalement écologiques est à développer, mais en l'état, on peut difficilement

espérer à court terme une production écologique centralisée supérieure à 20% de notre besoin. Cette piste doit cependant être expérimentée.

4) Nous avons des centrales nucléaires, donc utilisons les (fermer les centrales avant leur fin de vie serait une aberration économique et énergétique) ; c'est un énorme atout, profitons en.

Enfin, le nucléaire nous donne une longueur d'avance pour entamer la mutation de l'économie vers l'après-pétrole.

Nous défendons la sortie raisonnée du nucléaire, c'est à dire quand on pourra le remplacer par des énergies plus sûres et moins polluantes. Il est impératif que cette sortie ait un sens, c'est à dire fondée sur des critères rationnels, objectifs et connus qui permettent d'affirmer qu'à besoin égal, le système de production est plus sûr, a moins d'impact sur l'écosystème et qu'il est économiquement viable.



Il faut être capable de produire l'énergie nécessaire à un horizon raisonnable, mais en changeant si nécessaire et progressivement les chaudières nucléaires par quelque chose qui pose objectivement moins de problèmes (en regard des critères évoqués plus hauts). Cela peut se faire entre autre en remplaçant par exemple deux centrales nucléaires de 2^{ème} génération par une de 4^{ème}.

Nous devons nous doter d'un mécanisme qui montre clairement la voie, qui permet de tracer le chemin à parcourir et de mesurer ce qui a été parcouru. Il faut donc préparer notre transition vers l'après nucléaire, même s'il est plus lointain que l'après pétrole.

Nous devons instaurer des normes drastiques pour développer les constructions HQE et corriger les erreurs de l'existant.

Dans toutes nos actions, nous devons faire un bilan écologique pour identifier nos faiblesses et nos axes de progrès en matière de développement durable. Nous devons privilégier les technologies les moins énergivores et les plus propres, et les promouvoir par un système de taxe variable en fonction des qualités écologiques des produits (+X% pour les polluants, - X% pour les plus écologiques), en particulier pour les transports.

Le débat sur une hypothétique baisse volontaire de la demande en énergie (par le biais de la décroissance), doit être décorrélé du choix de la technologie de production.

Action volontaire sur l'écosystème

Nous devons évaluer la possibilité et les conséquences d'une action volontaire de modification des écosystèmes et des conditions climatiques comme par exemple :

- piégeage en sous-sol des émissions polluantes
- création d'écosystèmes forestiers pour créer des puits de carbone
- actions de contrôle de l'atmosphère (comme l'envoi de satellites parasols pour faire de l'ombre et empêcher le dégazage du permafrost)

Nous devons piéger le carbone, et les polluants en général, à leur source d'émission.

Actions internationales

Avec nos partenaires Européens, nous devons être le fer de lance du programme Reach d'évaluation des substances chimiques sur l'homme, en interdisant les plus

dangereuses et développer la recherche d'alternatives technologiques respectueuses de l'environnement.

Avec nos partenaires Européens, nous devons définir une nouvelle Politique Agricole Commune qui favorise le respect de l'environnement.

Avec nos partenaires Européens, nous devons définir une politique commune des transports de marchandises qui mette fin au dumping social et aux subventions déguisées aux transporteurs routiers, et qui investit dans les infrastructures nécessaires au ferroutage et au transport fluvial.

Au niveau mondial, nous devons défendre l'idée de barrière pour les produits qui ne respectent pas une charte écologique minimale.

III. Conclusion

Cette contribution est très insuffisante pour être à la hauteur du reste de notre corpus idéologique bien qu'elle ait été le résultat d'âpres discussions. Elle doit cependant contribuer à alimenter le débat sur le sujet de façon à proposer rapidement une offre politique responsable et cohérente sur le sujet.



La difficulté en ce qui concerne l'écologie en politique est d'éviter de proposer un catalogue d'idées plus ou moins bonnes et de ne pas prendre le recul nécessaire pour une réflexion politique cohérente sur l'écologie, ou a contrario de nier le problème pour mieux le noyer dans un scientisme aveugle.

Les problèmes écologiques résultent d'un conflit entre les sociétés (qui croissent et exercent une pression de plus en plus forte) et l'écosystème qui a des capacités limitées d'absorption de cette pression.

En apparence, il est plus facile de jouer sur les ressorts individuels que sur une conscience collective. Cependant, l'individualisme sur le problème écologique est au mieux voué à l'impuissance, au pire source d'accélération des conflits entre nos sociétés et l'écosystème, et des problème de santé de nos semblables.

Enfin, une des clés aux défis écologiques réside dans nos choix énergétiques. Nous fonctionnons actuellement avec un modèle énergétique souple, puissant mais très préjudiciable aux écosystèmes. Si nous réussissons à basculer vers un meilleur modèle de production d'énergie, nous aurons réussi à relever une partie importante de notre déficit écologique.

La société, sa vie, ses progrès, entrent totalement dans le champ politique social-démocrate. C'est dans ce sens que nous considérons qu'il faut traiter l'écologie comme un problème politique et qu'il faut en tenir compte dans notre corpus idéologique et réussir à faire la synthèse entre une position « rationaliste » (le besoin d'une république qui réponde efficacement aux problèmes) et une position « affective » (l'aspiration des citoyens à une vie saine et harmonieuse).